

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°10 - VENDREDI 3 OCTOBRE 2008

Leçon de choses

LE MERLE MOQUEUR

700 milliards de dollars, et moi, et moi, et moi... Le capitalisme se convulse à nos pieds, il danse la carmagnole. Le jugeant fou («*il faudrait bien lui faire un jour la morale à ce fou!*» déclare notre amusant président) les Etats urgentistes se penchent à son chevet et lui «injectent» notre pognon par tous les trous. On songeait que les caisses de l'Etat étaient aussi vides que les nôtres, mais pas du tout : c'est qu'il n'y a pas, figurez-vous, de bouclier fiscal pour les pauvres... Ceux-là, c'est pas comme les banques : on peut les saigner jusqu'à la mort, personne ne viendra à leur secours... Dix prix Nobel d'économie, cette vaste blague, tous Américains, et qui s'y connaissent en médecine douce, ont jugé que ces 700 milliards seraient, je les cite, «*une cautère sur une jambe de bois*». Qu'importe. Obama et McCain votent le plan Paulain, main dans la main, comme des premiers communisants. Et mon cul sur la commode démocratie.

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Nouvelle force politique :
Passage à l'acte : premières pierres ?

→ LCR, point de vue :
NPA : pour que les communistes unitaires rejoignent le processus

→ À voir : le kotéba des quartiers

Pays opulent en proie à une inflation galopante, pays aux fortes traditions nationalistes, xénophobes et autoritaires, pays vieillissant (les plus de 65 ans sont plus nombreux que les moins de 15 ans), l'Autriche a accordé près de 30% de ses voix à deux formations d'extrême droite (FPÖ et BZÖ), qui banalisent le nazisme, prônent et pratiquent la chasse aux étrangers et beuglent à qui mieux-mieux leur haine des juifs et des musulmans. Crise financière aidant, les Autrichiens « en colère » (dont les jeunes de 16 à 18 ans qui votaient pour la première fois) ont massivement abandonné les partis de la coalition « rouge-noir » (SPÖ, social-démocrate, et ÖVP, conservateur), une coalition qui s'est employée au cours de la législature précédente (2006-2008) à « moderniser » le pays à coups d'attaques contre la protection sociale (santé et retraite), d'augmentation des dépenses militaires et des frais de scolarité, d'allongement massif du temps de travail hebdomadaire et quotidien.

Il est vrai que, depuis la rupture de la « grande coalition », le SPÖ s'est employée à se repositionner face à l'Europe libérale, à réclamer le contraire de ce qu'il avait mis en œuvre au gouvernement, en proposant un pacte contre la vie chère comprenant notamment la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité et celle des frais d'inscription à l'université (sauf pour les non-Européens, suivez mon regard...), recevant en cela le soutien... de l'extrême droite. Mais qui peut se fier à un tel opportunisme?

Au lendemain du scrutin, le leader du SPÖ a précisé qu'il ne s'allierait pas à l'extrême droite (c'est bien le moins !), malgré les avances que lui fait le BZÖ de Heinz-Christian Strache. En revanche, il s'est déclaré disposé à reconduire la « grande coalition ». Pour quelle politique ? Les conservateurs, quant à eux, sont ouverts à toutes les options... Ils ont d'ailleurs déjà gouverné (2000-2006) avec le FPÖ de Jörg Haider, le gouverneur de la province de Carinthie.

Que penser d'une telle situation politique qui est éclairée par un éditorialiste du *Standard*, Hans Raucher, qui n'hésite à pas à écrire que « *l'esprit de très nombreux Autrichiens est à la fois social [...] et national* » ? Se résigner à l'arithmétique électorale qui n'est que le résultat des renoncements, des abandons et de la corruption d'un SPÖ en fin de course ? Ou agir pour que les maigres forces écologistes et les encore plus maigres forces de la gauche extra-parlementaire, ainsi que celles des forces syndicales, des associations populaires et de l'immigration s'unissent et se mobilisent pour mettre en avant et imposer un programme social, écologique et démocratique qui offre un débouché progressiste à la « colère » et au vote « protestataire » ?

● Patrick Silberstein

Nicolas Sarkozy aurait-il perdu sa droite ? Dérive gauchiste de Sarkozy? Sarko à gauche ? La presse fait beaucoup d'honneur au président de la République. Le lecteur reste circonspect. Car les grands titres de la presse apparaissent aussi – peu – crédibles que *Cerises hebdo* lorsqu'il annonce «le Sénat à gauche». Certes, le discours du président de la République fait débat. Et sur les bancs de la gauche, on reste bouche bée. Sarkozy n'en est pas à son premier essai : après avoir donné des leçons de Jaurès à la gauche, le voilà déguisé en moralisateur d'un système financier «*devenu fou*». Il faut «*refonder le capitalisme. Construire un capitalisme régulé*», dit-il. Alors, Toulon marque-t-il un tournant ? Le dossier de la semaine propose trois lectures du traitement de la crise économique et financière par le président de la République. Décryptage.

TROIS QUESTIONS À MICHEL HUSSON, ÉCONOMISTE*

Quelle est votre lecture du discours de Toulon ? Sarkozy signe-t-il le retour de l'intervention de l'Etat dans l'économie ?

Ce discours représente sans doute le stade suprême de la démagogie quand on le rapproche des politiques menées par Sarkozy depuis son élection. Il a cependant le mérite de reconnaître que la déréglementation a conduit à la catastrophe et certainement pas à un financement optimal de l'économie.

Cette volte-face est commune à bien des économistes officiels qui redécouvrent la nécessité d'une réglementation après s'être faits les champions du marché. Mais Sarkozy établit aussitôt une ligne de démarcation en distinguant le bon capitalisme de sa perversion financière, et en opposant la régulation du système à l'anticapitalisme. En réalité, la finance fait partie intégrante du capitalisme et on ne peut réguler la première sans remettre en cause les fondements de l'ensemble du système. Quant à l'intervention de l'Etat, le principe est simplement réaliste : si on peut s'en dispenser, tant mieux. Mais si elle est le seul moyen de préserver les intérêts des possédants, alors on en passera par là.

Michel Rocard parle « d'immoralité globale de la profession bancaire ». La crise qui fait l'actualité est-elle le seul fait du système bancaire ?

L'essence du capitalisme est de ne connaître d'autre morale que le profit. Seule la contrainte peut le moraliser en

partie, et provisoirement. L'immoralité du système lui est donc intrinsèque et, dans sa configuration actuelle, elle s'exprime par un gel à peu près

universel des salaires. Mais comme ce surcroît de profit ne s'investit pas, cette répartition inégalitaire des revenus conduit à la libération de masses de capitaux en quête de la rentabilité maximale. La déréglementation, contre laquelle Rocard n'a évidemment rien fait quand il était Premier ministre, permet aux banques de se comporter comme de véritables escrocs. Mais cette immoralité est en quelque sorte dérivée de l'immoralité fondamentale qui est la dévalorisation continue de la force de travail. D'ailleurs, les rémunérations extravagantes des dirigeants, les dividendes déversés vers les actionnaires, l'utilisation frauduleuse des paradis fiscaux, ne sont pas l'apanage des seuls banquiers.

Y-a-t-il aujourd'hui une alternative crédible à la financiarisation de l'économie ?

La régulation de la finance est nécessaire mais elle n'est pas suffisante : les réglementations seront contournées et une autre bulle se développera à partir des masses énormes de liquidités injectées par les différents plans de sauvetage. Une véritable alternative à la financiarisation nécessite de fermer les robinets qui l'alimentent, à savoir le recul de la part des salaires et les déséquilibres de l'économie mondiale. Cela passe, dans les deux cas, par une répartition plus égalitaire des revenus qui ferait cesser la ponction opérée sur les salaires et réorienterait les économies vers la satisfaction des besoins sociaux domestiques. Pour qu'une telle alternative soit crédible, il faut expliquer que la crise est celle du capitalisme et pas seulement de la finance, et lui opposer des mesures d'urgence radicales. Par exemple un «bouclier social» affectant les dividendes à un fonds de défense de l'emploi et des salaires et une véritable nationalisation des banques sans contrepartie.

● RECUEILLIS PAR P. JACQUEMAIN

* Michel Husson est membre du conseil scientifique d'Attac, chroniqueur à *Regards*, il tient un blog : <http://hussonet.free.fr>

POINTS DE VUE

Nicolas Sarkozy a prononcé un discours ambitieux sur la crise actuelle du capitalisme. Analyse de la stratégie présidentielle par Philippe Stierlin et Catherine Tricot, qui n'ont pas fait la même lecture du discours.

CAPITALISME : À QUAND LA CHUTE ?

Cela fait quelques années que le capitalisme s'est révéilé aux yeux de l'opinion publique incapable de régler le problème de la misère, du chômage et de la précarité, de relever les défis environnementaux et écologiques, et que nous sommes nombreux à souligner qu'il est au contraire capable de s'en nourrir et d'aggraver les inégalités. Mais voilà que ce système se met à produire aujourd'hui et aux yeux de tous, une insécurité collective et mondiale sur son fonds de commerce : le business.

Pour les libéraux, la question désormais posée est de sauver le soldat Capital. C'est ainsi que peuvent être analysées les récentes prises de position de Nicolas Sarkozy. Première louche à New York, le 22 septembre, devant le gratin branché en smoking et robes longues de la fondation Elie Wiesel, suivie d'une seconde, à Toulon, devant les caciques gouvernementaux et les militants, inquiets, de l'UMP. Cible, dans tous les cas : le peuple, à destination duquel Sarkozy emploie ses ficelles habituelles : le catastrophisme et l'autoritarisme, cette fois appliqués à la finance. « *Il faut des sanctions* » (contre les responsables de la crise boursière) a-t-il sermonné, comme il fallait hier des sanctions contre les « fauteurs de trouble » dans les banlieues. C'est sa patte à lui, ça, à Sarkozy : le mariage du capitalisme et de la répression. Mais les dirigeants du CAC 40 peuvent rester zen : à la différence de celle appliquée aux sans-papiers, aux jeunes des quartiers populaires, aux syndicalistes, la répression contre les serviteurs du capital restera virtuelle ou marginale. Et si les parachutes dorés sont un jour effleurés, les stocks-options et les bénéfices faramineux les auront remplacés depuis longtemps.

Comme ceux qui croient conjurer le mal en gesticulant, Sarkozy multiplie les annonces tapageuses. Il redoute le réel, la réalité crue du roitelet quand il est nu. Il a peur que sa propre panique ne soit par trop visible. Alors pour conjurer sa propre peur, il parle de celle du peuple : « *Les Français ont peur, pour leurs économies, leur appartement, l'épargne qu'ils ont mises dans les banques* ». Sarkozy comble ainsi le trou des discours léni-fiants des banquiers, des assureurs, des économistes libéraux, de sa marquise Christine Lagarde... qui, eux, répètent façon Jean-Paul II : « N'ayez pas peur. »

En réalité, des dirigeants ou anciens dirigeants capitalistes, qui s'y connaissent, commencent à avoir les foies pour leur matricule et le système qu'ils ont engendré. Georges Pébereau,

ancien P-DG de la Compagnie générale d'électricité devenue Alcatel, dans sa tribune (*le Monde*, 17 septembre 2008) intitulée « À quand l'étincelle de la révolution » ne s'y est pas trompé : « *L'écart ne cesse de se creuser entre les salariés et la petite classe de privilégiés, protégés par le pouvoir, dont le nombre et la fortune croissent rapidement. Nous sommes, à n'en pas douter, dans une période pré-révolutionnaire au sens de 1789. Les cadres et, d'une façon générale, les classes moyennes seront demain, comme les bourgeois naguère, les catalyseurs de la révolution.* » Bigre !

Il faut dire qu'une idée chasse l'autre : avant-hier, il fallait, selon les slogans d'une grande banque française, goûter aux « joies du capitalisme ». Puis on a juré par « l'autorégulation » du système, avant de passer à sa « transparence ». On souhaite

aujourd'hui plus de « régulation », pour chuter enfin sur une demande (pour l'offre on attendra) de « régulations fortes ».

Le tout ne vise qu'à une chose : poursuivre le capitalisme sans toucher à ses fondations. C'est le but essentiel de Sarkozy, le grand sauveur : faire croire qu'il existe un capitalisme clean qui n'aurait pas partie liée avec le néo-libéralisme. Pour cela, il faut faire croire qu'il existe deux capitalismes : un bon, naguère producteur de richesses maté-

rielles et un mauvais, producteur de spéculation. Avec Sarkozy, zéléateur d'un certain capitalisme « industriel », foin du capitalisme financier et vive le néo-capitalisme populaire. Car avec lui et malheureusement une certaine « gauche », le capitalisme est une chose aussi intangible que la gravitation universelle, et le marché est aussi naturel que la marée.

Quant au mot « nationalisations », dont on n'a jamais autant parlé, il vaut son pesant d'or. Car les opérations en cours dans divers pays capitalistes visent à nationaliser les pertes : non seulement on ne redonne pas à la collectivité les pôles les plus forts de l'économie, mais au contraire, on demande aux contribuables de payer pour colmater un système bancaire et financier déglingué par la logique même de son fonctionnement. Et ceux qui sont aux commandes depuis des décennies, après avoir détruit de la valeur et des biens communs, après avoir privatisé à tout va, branché des services publics sur la Bourse, utilisent aujourd'hui l'Etat pour défendre leurs pouvoirs et conserver leurs privilèges. Ainsi redécouvrons-nous que l'Etat n'est pour eux qu'un outil au service de leur pouvoir et momentanément un outil de sauvetage de leur propre désastre. ●●●

LE DISCOURS DE TOULON: DÉCRYPTAGE !

●●● Vivre mieux en inventant un autre modèle de développement ? Ségolène Royal a mieux à faire : se transformer en gourou télé évangéliste pour exister lors de la prochaine présidentielle. Bertrand Delanoë part, lui, en voyage à New York comme maire de Paris, tout en essayant de courir comme présidentiable derrière la « crise financière » : peut-être nous rappellera-t-il pour quelles raisons, il y a quelques mois, il avait décidé de se revendiquer libéral et socialiste ? Quant au PCF, en principe missionné depuis 1920 pour faire la révolution plutôt que la

réforme, il organise seul – c'est beaucoup mieux – une manifestation pour la défense du pouvoir d'achat, en demandant à Sarkozy qu'il « respecte ses promesses » électorales.

Le peuple tolérera-t-il encore longtemps ce système et son aristocratie ? Comme l'écrivait Bossuet, le peuple acceptera-t-il les idées et les actions « *des hommes qui se plaignent des conséquences alors qu'ils en chérissent les causes* ».

● PHILIPPE STIERLIN

RETOUR AU «CAPITALISME PUR»

Dans le discours prononcé à Toulon, Nicolas Sarkozy a fait un plaidoyer vibrant en faveur du capitalisme. Déjà bravache quand la droite était au fond du trou, en 1997 – après une malheureuse dissolution – Sarkozy proposait à son camp de se relever en

affichant sa fierté d'être de droite. Aujourd'hui, au plus fort de la crise, il reprend l'argument en faveur du système qu'il défend. Il dit : « (...) *Le capitalisme, ce n'est pas la court terme,*

c'est la longue durée, l'accumulation du capital, la croissance à long terme.

Le capitalisme, ce n'est pas la primauté donnée au spéculateur. C'est la primauté donnée à l'entrepreneur, la récompense du travail, de l'effort, de l'initiative.

Le capitalisme, ce n'est pas la dilution de la propriété, l'irresponsabilité généralisée. Le capitalisme, c'est la propriété privée, la responsabilité individuelle, l'engagement personnel, c'est une éthique, une morale, des institutions.

Le capitalisme, c'est ce qui a permis l'essor extraordinaire de la civilisation occidentale depuis sept siècles.

La crise financière n'est pas la crise du capitalisme. C'est la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs les plus fondamentales du capitalisme, qui a trahi l'esprit du capitalisme.»

Quel est donc cet esprit du capitalisme ?

Christine Lagarde, ministre de l'Economie, le résumait face à une assemblée d'investisseurs : « *Enrichissez-vous* », leur a-t-elle lancé. « *Travaillez plus et vous multipliez l'emploi. Gagnez plus et vous augmentez le pouvoir d'achat. Dépensez plus, et vous relancez la croissance !* », a poursuivi la ministre.

Sarkozy et Lagarde placent leurs pas dans ceux de Guizot qui, au XIX^e siècle, associait réussite personnelle, richesse privée et progrès de la société. Le chef du gouvernement d'alors disait à l'adresse de ses alter ego bourgeois : « *Messieurs, enrichissez-vous, améliorez*

la condition morale et matérielle de notre France : voilà les vraies innovations. »

Guizot incarne la thèse développée par Max Weber dans son célèbre ouvrage *L'Esprit du capitalisme*.

Cette conception de « l'esprit du capitalisme » éclaire le sens de l'action publique et des discours du président. Ce dont il

s'agit, c'est de revenir au capitalisme pur, celui du premier XIX^e siècle, et de défaire le XX^e siècle qui a socialisé une part conséquente des richesses.

Selon cette « pureté originelle », le moteur de la société est du côté des riches et des puissants. Et non du côté du partage, de la distribution, de la démocratisation.

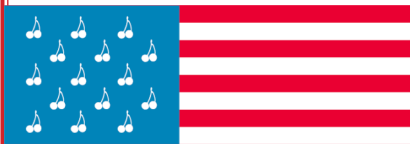
De fait, depuis son élection, Sarkozy ne cesse de valoriser ses riches amis. C'est un message politique qu'il envoie à tous : ce sont eux les véritables locomotives de notre pays.

Sarkozy ne bat pas en recul. Il se met en position de transformer cette crise en atout pour franchir un pas de plus dans la remise en cause de tous les progrès démocratiques du XX^e siècle. Le projet de Sarkozy est en faveur de la reconstitution d'une oligarchie. Et il le justifie.

● CATHERINE TRICOT

"Revenir au capitalisme pur, celui du premier XIX^e siècle, et défaire le XX^e siècle qui a socialisé une part conséquente des richesses: Sarkozy veut favoriser la reconstitution d'une oligarchie."

FIL CERISE...



Chaque semaine, retrouvez un point d'actualité sur les élections américaines.

Sarah Palin, reine sur l'échiquier de McCain

Sarah Palin la fondamentaliste est dévouée à sa famille, s'extasient ses pairs en religion. La preuve ! Elle exhibe son petit dernier, trisomique, devant les caméras comme elle

exhibe son ainée, enceinte. Tous deux sont la preuve vivante de son courage à refuser l'avortement. Sarah Palin sert à rassurer les fondamentalistes qui tiennent les cordons de la bourse du parti républicain. McCain ne présentant pas toutes les garanties requises à leurs yeux, il fallait trouver un trait d'union entre le candidat à la présidence et cet électorat.

La manœuvre a bien fonctionné ; de la convention républicaine aux premiers soubresauts de la crise financière, Les Etats-Unis ont eu les yeux de Chimène pour l'ex-reine de beauté. La crise des subprimes a retourné l'opinion ; depuis le 25 septembre, Obama culmine à 50 % d'intentions de vote, McCain à 45 %.

● MARIE-AGNÈS COMBESQUE

À TABLE !

TRAVAIL DE FOND PLURALISTE FACE À L'ABSURDITÉ DE LA DIVISION

Une centaine de militants ont participé les 26 et 27 septembre à deux séances de travail coorganisées par les Alternatifs et les Communistes unitaires. Compte rendu.

Émancipation, révolution du mode de développement

La première de ces séances avait pour vaste thème «les modes de développement, l'enjeu énergétique, le nucléaire». Les introductions, une par organisateur, puis la discussion – auxquelles ont aussi participé des militants issus des Verts et de l'écologie radicale, des collectifs unitaires, des associatifs..., ont permis de constater à la fois de larges convergences et des points de différence voire des désaccords appelant de sérieux approfondissements.

Tandis que Gilles Monsillon évoquait l'histoire et les contenus du combat écologiste depuis trente ans, les interventions de Francine Bavay (sur l'inclusion de la question écologique dans la visée émancipatrice), Pierre Zarka (sur la vision globale nécessaire) et Pierre Cours-Salies (sur le fait de traiter la question de la propriété des moyens de production) ont mis l'accent sur les approfondissements nécessaires.

Personne ne niant les problèmes éthiques posés par l'utilisation du nucléaire – risque d'accidents, question des déchets légués aux générations futures –, le débat a notamment porté sur la pertinence des scénarios de sortie du nucléaire. Sur la sellette, pour certains : la proposition de relancer des centrales utilisant les énergies fossiles, donc développant des gaz à effet de serre, proposition intenable au moment où la lutte contre l'effet de serre constitue une priorité politique mondiale, objet d'un affrontement décisif pour l'avenir du combat écologique.

Il s'est esquissé la possibilité de dépasser certains désaccords en se dégageant du spécifique pour penser plus globalement une «nouvelle critique sociale», ou en traitant simultanément du spécifique et du global. En fin de soirée, plusieurs participants évoquaient le besoin d'un travail suivi, ouvert aux partenaires de la société civile (syndicats, associatifs, spécialistes...) et qui ne serait pas seulement un travail de réflexion.

Points faisant débat

- sur la notion de besoin avec à la fois la volonté de déconstruire les besoins et l'enjeu de ne pas nier que des «besoins» continueront d'exister, enjeu majeur puisque l'on risquerait sinon de faire croire que la réponse aux besoins énergétiques pourrait se résumer aux économies d'énergie et aux gains d'efficacité énergétique ;
- sur la notion de risques, avec pour certains la mise en exergue des seuls risques liés au nucléaire, d'autres appelant à une prise en compte de tous les risques, avec une vision géopolitique, et de toutes les victimes, d'autres encore soulignant l'enjeu de ne pas instrumentaliser les peurs ;
- sur la récupération déjà engagée par le capitalisme du marché des énergies renouvelables (leur développement ne se fait et ne se fera pas indépendamment des logiques économiques dominantes) ;
- sur les coûts de la production des énergies avec dans ce domaine, des désaccords à énoncer plus clairement et à travailler.

Étapes vers la nouvelle force de transformation sociale

La seconde séance de travail portait sur les conditions d'émergence d'une nouvelle force de transformation sociale, dans le contexte actuel de démission de la gauche traditionnelle et d'une recomposition idéologique qui pose la question de l'existence même de la gauche en France et en Europe. L'échange a notamment porté sur la possibilité de marquer une étape avec la constitution d'une «fédération» de ceux qui y seraient prêts, en s'appuyant sur la per-

Points de convergence :

- sur l'idée fondamentale que la visée émancipatrice entremêle nécessairement les enjeux sociaux et écologiques,
- sur la responsabilité du capitalisme concernant l'état de la planète,
- sur le besoin d'une analyse globale et d'un combat qui désarticule les problèmes,
- sur les enjeux démocratiques,
- sur la mise en cause du productivisme, du consumérisme et de la course effrénée aux profits,
- sur le besoin de se situer à la fois dans la réponse d'urgence et sur une perspective longue – résumée par l'expression de «révolution longue» (ou lente).

sistance des aspirations à la transformation des rapports sociaux et sur le puissant désir d'unité.

La discussion a entremêlé le souci à la fois de faire fructifier une convergence la plus large possible sur la résistance à Sarkozy et l'élaboration d'une alternative politique, au sein du cadre en cours de réflexion avec l'appel de *Politis*, et l'enjeu de ne pas laisser passer les trains d'une recomposition déjà en cours (congrès des partis de gauche, création du NPA...). Denis Sieffert a souligné que l'idée de fédération ne lui fait «pas peur», évoquant l'enjeu de réussir la réunion nationale des signataires de l'appel (11 octobre) dans un esprit unitaire, permettant la création d'un cadre large de travail, tout en estimant que les initiatives des différents partenaires avec leurs calendriers propres méritaient toutes d'être respectées.

Auparavant, les introductions de Michèle Kiintz et Bruno Della Suda avaient souligné de manière très convergente le besoin d'une démarche évolutive, ouverte, expérimentale même, réfutant les cultures d'avant-garde et les pyramides, et assumant au contraire comme un de ses principes essentiels le pluralisme. Une éventuelle «fédération» devrait chercher à agréger le plus largement possible – et pas seulement les militants politiques aguerris : d'autres militants, des citoyens, soulignait Jean-Pierre Lemaire –, mais aussi être prête à fusionner ou à se fondre plus tard dans une organisation plus large.

Alors, comment avancer concrètement ? Il a, entre autres, été insisté sur la nécessité de ne pas être repliés sur les boccas militants, et que la construction à venir devait être un travail de fond tourné vers l'action. Tout en estimant qu'il s'agit «d'aller vite», Claire Villiers évoquait son interrogation sur la manière dont une telle initiative peut être perçue «dans la population» et le besoin de donner un sens politique global à la démarche.

Yves Salesse a estimé important qu'un tel chantier intègre le dépassement des organisations existantes, certains soulignant qu'un tel dépassement ne pourrait être qu'une conséquence d'un processus de travail, d'une dynamique dessinant une nouvelle cohérence politique. Un échange a d'ailleurs eu lieu concernant la notion de projet, qui poserait problème s'il s'agissait d'élaborer en chambre un «projet de société ficelé» mais qui, à la différence des programmes, permet de construire une cohérence, une vision, contre les sectorisations qui servent le combat idéologique de Sarkozy.

● GILLES ALFONSI

Les introductions et les résumés d'interventions transmis par les participants seront prochainement disponibles sur les sites internet des Alternatifs et des Communistes unitaires.

Domination masculine. «*Très tôt, filles et garçons sont programmés pour se conformer à leur rôle, féminin ou masculin*».



Les mots sont importants. C'est l'une des leçons que l'on retient du livre-entretien réalisé par Clémentine Autain. Mots et expressions machistes sont ancrés dans le langage du quotidien. Ils sont banalisés. Et pourtant ils participent de la reproduction des mécanismes de domination.

L'auteure fait le constat que le machisme – comme habitus – est un phénomène intériorisé de la domination masculine. Avec celui qu'elle appelle son «frère à la mode de Bretagne», elle se prête au jeu des questions/réponses sur les sujets qui parcourent l'histoire du combat féministe, les enjeux d'aujourd'hui, les inégalités hommes/femmes, le partage des temps et des tâches, les modèles imposés et les attitudes machistes contemporaines. Pourquoi les hommes ne portent-ils pas de talons aiguilles ? Pourquoi dit-on toujours «mademoiselle» ? Pourquoi ne parle-t-on pas «d'école enfantine» plutôt que de renvoyer à l'école «maternelle» ? Voilà un livre plein d'humour et dans lequel on revisite avec justesse et clarté les combats féministes – les seuls à ne pas avoir fait de victimes du côté de l'opresseur – au cœur d'un enjeu de société permanent. ● P.J.

Clémentine Autain, *Les machos expliqués à mon frère*, Editions du Seuil, Paris, 2008, 7€.

→ *Cerises* voudrait avoir du goût Pour les questions de fond. Pour le débat contradictoire. Pour les métissages possibles entre les cultures présentes dans la gauche de gauche et avec les espaces critiques les plus divers. Pour contribuer à l'émergence d'un projet de transformation sociale et d'une nouvelle force politique. Pour un communisme politique métamorphosé qui prendrait place en son sein. Bonne dégustation !

Cerises est édité par les Communistes unitaires

contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
Queues de *Cerises* : Michèle Kintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine
Tricot, Amand Viviant, avec la collaboration
de Marie-Agnès Combesque

Du droit de propriété à l'appropriation sociale.

Anicet Le Pors invite sur son blog à faire un «*retour au fondamental*». Il tire les enseignements des nationalisations passées pour esquisser une nouvelle conception de l'appropriation sociale, condition nécessaire d'une transformation socialiste. Cette adaptation [du service public] doit se faire au bénéfice d'un approfondissement théorique qui peut conduire, notamment, à réviser et à compléter les principes classiques (égalité, continuité, adaptabilité) par d'autres principes (laïcité, neutralité, déontologie, transparence, participation, etc.). A cette diversification des principes correspond une diversification des propriétés (au sens des qualités et fonctions) du secteur public, ce qui conduit au réexamen du concept de propriété lui-même pour déboucher sur la notion d'appropriation sociale dont il convient de préciser la problématique». Voir la tribune sur

<http://anicetlepors.blog.lemonde.fr>

Forum social des quartiers populaires.

Du 3 au 5 octobre, à Nanterre, aura lieu de 2^e forum des quartiers populaires. Après les échecs successifs des politiques menées en direction des quartiers populaires, après les DSO, les ZEP, les ZUP, ZAC et autres ANRU, de nombreuses associations ont lancé un appel l'an dernier pour «se révolter face à l'ordre social établi». Ce rendez-vous a donc vocation à rassembler toutes «celles et ceux qui veulent construire une force et une parole collective issus des quartiers». C'est un «moment de convergence politique, social, culturel et festif, pour imposer une expression commune et offensive de toutes les cités». <http://fsqp.free.fr>

Rouillan : le faux procès du NPA. Entreprise de sabotage ou pas, l'interview de Jean-Marc Rouillan – ex membre d'Action Directe – accordée à *l'Express* n'arrive pas à point pour les amis d'Olivier Besancenot. Surfant sur une opinion publique plutôt favorable, le leader de la LCR voit rouge après les propos tenus par l'ancien activiste. Euphémisme. Toujours convaincu que «*la lutte armée est nécessaire*» pour révolutionner la société, Rouillan souhaite par ailleurs adhérer au NPA afin de «*se nourrir et apprendre des gens qui ont lutté pendant ces années*» [ndlr : où il était en prison]. La direction de la LCR se dit «*emmerdée*» par le positionnement du militant encombrant. Dans un communiqué la LCR déclare qu'«*il avait sa place dans ce nouveau parti à partir du moment où il renonçait à ses actions du passé*». Dans *l'Express*, Rouillan est clair : aucun remord n'est exprimé. Dont acte ?

A l'heure où nous bouclons *Cerises*, nous apprenons que Jean-Marc Rouillan a été réincarcéré après «*s'être exprimé publiquement sur les faits pour lesquels il été condamné*». Dans une déclaration, la LCR appelle à une mobilisation massive et unitaire pour la liberté d'expression.

Qui a dit ? «*Je crois dans l'avenir de la presse payante car je crois dans la valeur de l'information vérifiée, analysée, triée, hiérarchisée. Je n'oppose pas la presse gratuite à la presse payante (...). Mais je ne crois pas qu'il arrivera un jour où plus personne ne sera prêt à payer pour de l'analyse et de l'investigation (...). C'est de la folie de croire que la publicité financera un jour toute l'information: la gratuité, c'est une vue de l'esprit et la mort de la presse écrite*». Réponse la semaine prochaine... Trop facile...

«Agréablement surprise». Marie-George Buffet s'est ainsi auto-congratulée, commentant la mobilisation sur le pouvoir d'achat qui s'est tenue dimanche dernier entre le siège du MEDEF et l'Elysée. Entre 2600 et 10000 manifestants selon les sources, soit un succès tout relatif et qui n'inversera pas le rapport de forces. Sur cette initiative limitée à l'une des dimensions du «vivre-mieux», à savoir «la défense pouvoir d'achat», on ne peut que regretter l'isolement de la manifestation autour du seul Parti communiste français. L'enjeu est pourtant de taille. Pareille manifestation ne méritait-elle pas l'unité politique et syndicale ? Allez, encore un effort, on va y arriver...

A VOT' BON CŒUR...

Parlons argent.

Le fait que *Cerises* soit gratuit ne signifie pas qu'il ne coûte rien.

Cerises coûte à l'association des Communistes unitaires environ 500 euros par semaine. Nous demandons à tous les lecteurs qui le peuvent de contribuer à remplir le panier de *Cerises* en versant à l'association des Communistes unitaires.

confiance : un versement régulier, mensuel, même petit, est une source de sécurité pour l'association. Si vous le pouvez, optez pour [la version prélèvement automatique.](#)

